

Décembre 2006

LA LETTRE

de la Coopération décentralisée

SOMMAIRE

Edito	p. 1	Les Journées de la Coopération Décentralisée	p. 20
Afrique	p. 3	CGLU	p. 21
Amérique Latine	p. 5	Actualités	p. 25
Asie	p. 7	Interview	p. 27
Europe de l'Est	p. 8	Agenda	p. 29
Méditerranée	p. 12	Publications	p. 30
Union Européenne	p. 15		

La coopération décentralisée fait son entrée à la Sorbonne

Le colloque universitaire, « la coopération décentralisée change-t-elle de sens ? », organisé par Cités Unies France et le Centre de Recherches Internationales de la Sorbonne, s'est déroulé les 22 et 23 novembre dernier à la Sorbonne.

Il s'agissait pour la première fois, d'entendre l'avis des chercheurs en relations internationales, en droit, en sciences politiques sur la coopération internationale des collectivités locales,

qualifiées par l'un d'entre eux, d'« objet international non identifié ». Le pari semble avoir été gagné et il y a vraisemblablement beaucoup à apprendre, pour les praticiens, à écouter les chercheurs.

Les colloques, fort riches, qui avaient été organisés auparavant sur le sujet, comme les assises de novembre 2001 à l'Institut du Monde Arabe, avaient pour but l'échange d'expériences entre les acteurs sur un sujet donné en l'occurrence sur les rapports entre l'engagement citoyen et la mondialisation. Ils restaient dans le monde strict de la coopération décentralisée. Les apports conceptuels des chercheurs ont permis un autre éclairage pour une vision globale du phénomène au regard des notions de société civile, de diplomatie non gouvernementale,

de multilatéralisme ou d'aide publique au développement.

De plus, ce colloque a permis de mettre en lumière le retard pris par la coopération décentralisée en tant qu'objet d'étude indépendant face à d'autres domaines des relations internationales. Pour beaucoup de chercheurs et d'observateurs, voire de décideurs multilatéraux, elle n'entre encore ni dans le gouvernemental, ni dans le non gouvernemental. De même, les collectivités locales ne se reconnaissent elles pas dans cette « société civile » où beaucoup voudraient les reléguer aux côtés des ONG. La question de la coordination des actions internationales de ces collectivités par les Etats ou par les agences multilatérales nécessite, elle aussi, une clarification du statut et de la légitimité des uns et des autres, donc un travail théorique de définition des acteurs.

La montée en puissance des réseaux de collectivités locales accentue la spécificité de la « diplomatie des villes » et se situe peut-être à l'origine d'un nouveau multilatéralisme qui reste à conceptualiser.

Toutes ces problématiques ont été abordées et elles ont mis en évidence la nécessité qu'il y avait à poursuivre et à intensifier la recherche universitaire. Des exemples récents de refus d'une étude universitaire sur le thème de la coopération décentralisée montre que tout reste à faire.

Cités Unies France, qui se situe au coeur des réseaux nationaux et mondiaux de la coopération décentralisée entend bien impulser et favoriser cette recherche. D'ores et déjà, nous travaillerons à la rédaction des actes du colloque. Ils représenteront une contribution utile et un point de départ.

Bertrand Gallet



Réunion de restitution du sommet Africités IV Nairobi, Kenya, 18-22 septembre 2006

Identifier les apports et les innovations de la quatrième édition de cette rencontre panafricaine, élaborer des propositions pour l'accompagnement et l'appui au développement local et municipal africain, tels étaient les objectifs de la réunion de restitution du sommet, le 21 novembre 2006 dans les locaux de Cités Unies France.

Cette rencontre était coorganisée par l'Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs (AITEC) et Cités Unies France (CUF), en collaboration avec la Commission Coopération décentralisée de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et l'Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF).

L'historique du partenariat pour le développement (PDM) a permis aux participants d'appréhender la genèse d'Africités, notamment son organisation et son architecture actuelles. Les participants ont, à ce titre, apporté leur point de vue sur la réflexion du PDM de transformer les sessions transversales en sessions permanentes.

La parole politique des élus locaux africains et leur participation au sommet, la mise en oeuvre des recommandations, l'évaluation des évolutions en matière de décentralisation et la communication avant, pendant et après le sommet, sont les points qui ont suscité le plus d'interrogations et de propositions.

Les différentes sessions organisées par des acteurs de la coopération française ont fait l'objet de présentations et d'échanges : sessions thématiques - jeunesse, finances locales - sessions spéciales - coopération décentralisée, financements solidaires le domaine de l'eau, concertations locales pour l'accès à l'eau potable, Forum des Autorités locales de périphérie, Forum des Autorités locales, Villes et patrimoine -.

Les participants ont réaffirmé leur volonté de s'impliquer dans Africités. Un consensus a été dégagé autour des points suivants :

- Nécessité de garder la mémoire d'Africités ;
- Préparer le prochain sommet Africités sur le long terme ;
- Proposer des thèmes plus marquants, autour des intérêts des élus locaux africains, dans les sessions spéciales ;
- Distinguer les recommandations à court, moyen et long terme ;
- Approfondir les réflexions sur l'idée d'alliances municipales comme moyen de construire le dialogue entre les élus locaux et les pouvoirs centraux.

Bénin

Lancement du programme concerté Bénin

Après plusieurs mois de préparation, le programme concerté d'appui à la mise en œuvre de la décentralisation au Bénin se met en place, avec le soutien du Ministère français des Affaires étrangères.

Le programme rassemble la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, les communes de Créteil, d'Echirolles, de Montgeron et le chef de file, Rosny-sous-Bois. Il a pour objectif d'apporter un appui à la première génération d'élus locaux béninois des communes en coopération avec les collectivités françaises impliquées.

Ainsi, une mission d'études, qui mobilisera des élus et des cadres communaux de Porto-Novo, Cotonou, Houéyogbé et Grand Popo, est prévue en France la semaine du 12 mars 2007 ; elle traitera de plusieurs thèmes jugés prioritaires et définis d'un commun accord, notamment le rôle respectif des élus et des techniciens communaux, la communication envers les administrés, l'intercommunalité. Une mission retour du groupe pays Bénin devrait se dérouler en 2008, posant les bases des premières Assises de la coopération décentralisée franco-béninoise.

Les autres partenaires de ce programme sont l'Association nationale des Communes du Bénin, la Maison des Collectivités locales (chargée de la formation des élus et des techniciens locaux béninois), les Ambassades des deux pays, le Ministère béninois de l'Intérieur, le Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine, le Ministère français des Affaires étrangères, l'Association internationale des Maires francophones et Cités Unies France.

Le programme prévoit la possibilité pour d'autres collectivités intéressées d'être associées, lors de la mission d'études de mars 2007, à l'occasion de séances de travail élargies.

*Plus d'informations : Philippe Gambier, Chargé des Relations internationales à Rosny-sous-Bois : gambier@mairie-rosny-sous-bois.fr
ou Astrid Frey, pôle Afrique de Cités Unies France a.frey@cites-unies-france.org*

Madagascar

Réunion à l'occasion de la venue en France d'une importante délégation malgache

Le groupe pays Madagascar se réunira à nouveau le 12 décembre, à l'occasion de la venue en France d'une importante délégation malgache présidée par Madame la secrétaire générale du ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MDAT), Hary Andriamboavonjy.

Cette réunion sera consacrée à la politique du MDAT en appui au processus de décentralisation en cours. Elle se déroulera au Conseil régional Ile de France, 57 rue de Babylone.

Pour y participer, merci de contacter Astrid Frey : a.frey@cites-unies-france.org



Brésil

Signature d'une convention entre la Confédération Nationale des Municipalités du Brésil et Cités Unies France

Charles Josselin, président de Cités Unies France et Paulo Ziulkoski, président de la Confédération Nationale des Municipalités du Brésil (CNM) ont signé, le 26 octobre 2006 à Paris, une convention de partenariat entre Cités Unies France et la CNM.

Créée en 1980, la **Confederação Nacional de Municípios** est la plus grande organisation de municipalités du Brésil. Actuellement la CNM représente les 5 562 municipalités, les 210 associations micro régionales et les 29 Fédérations de Municipalités brésiliennes.

Cette entité a pour mission d'agir conjointement avec les autres sphères du gouvernement, pour que les municipalités ne restent pas à l'écart des décisions prises par le pouvoir central, et qu'elles aient à leur disposition les moyens qui correspondent à la responsabilité que leur accorde la constitution.

Les domaines de la Convention sont les suivants : échanges d'information, partage des programmes de formation, appui aux collectivités locales pour la promotion et la mise en œuvre des politiques publiques locales (éducation, santé, environnement, services essentiels, partenariats publics/privés, etc.), appui à l'organisation d'événements, promotion et appui à la coopération décentralisée Sud-Sud.

Au cours du premier trimestre 2007, deux membres de la CNM viendront en France, afin de mieux connaître le fonctionnement de Cités Unies France et les associations des élus français, dans la perspective d'établir conjointement un programme de travail s'échelonnant sur un an.

Caraïbes

Création du groupe-pays «Caraïbes »

Au cours de cette année, certaines collectivités territoriales de la métropole et d'outre-mer intéressées par la coopération décentralisée dans la zone Caraïbes, particulièrement en Haïti et à Cuba, ont manifesté le souhait de voir Cités Unies France jouer un rôle de rassembleur de ces actions de coopération tout en préservant la spécificité caribéenne.

Charles Josselin a donc organisé, le mercredi 15 novembre 2006, une réunion dans la perspective de la création d'un groupe Caraïbes au sein de CUF.

Une vingtaine de collectivités territoriales françaises ont répondu favorablement à cette initiative. L'objectif du groupe défini lors de la réunion est de consolider la coopération décentralisée déjà existante dans cette zone, de la développer, d'assurer une meilleure communication entre les acteurs français et d'informer les autorités des gouvernements concernés.

Dans un premier temps, la présidence du groupe sera assurée par Charles Josselin et six vice-présidents, trois de la métropole (Nantes, Suresnes, Brou sur Chantereine) et trois collectivités d'outre mer (une région, un département et une commune), qui seront choisies dans chaque DFA.

D'ores et déjà, deux actions ont été envisagées, l'organisation d'une mission technique après les élections municipales du 3 novembre et la préparation des premières Assises de la coopération décentralisée France- Caraïbes.

Le compte-rendu de la réunion sera bientôt disponible sur le site : www.cites-unies-france.org

Contact Felicia Medina : f.medina@cites-unies-france.org

Amérique Centrale

Réunion du groupe Amérique Centrale

Sous la présidence de Marie-Pierre Rouger, conseillère régionale de Bretagne et conseillère municipale de Fougères, a eu lieu le vendredi 17 novembre 2006 à CUF, la réunion Groupe Amérique Centrale.

Le thème de la réunion était « coopération décentralisée, tourisme responsable et solidaire et développement des territoires en Amérique Centrale ».

M. Gilles Beville, spécialiste du tourisme, du ministère des Affaires étrangères et M. Jacques Le Marec, de la mission des affaires internationales du ministère délégué au Tourisme, ont présenté les programmes de la coopération régionale française notamment sur le tourisme responsable et solidaire en Amérique Centrale. M. Henry Rosemberg, Directeur d'Ecotour a présenté ses actions au Nicaragua.

L'objectif de la réunion était de mieux connaître ces programmes bilatéraux et d'analyser la possibilité d'établir des liens avec la coopération décentralisée existante dans cette zone.

Le compte-rendu de la réunion sera bientôt disponible sur le site : www.cites-unies-france.org

Contact : Felicia Medina : f.medina@cites-unies-france.org



Vietnam

Actualité du groupe-pays Vietnam

Président du groupe-pays Vietnam : Mr Jean-Pierre Brard, député-maire de Montreuil

La prochaine réunion du groupe-pays Vietnam devrait avoir lieu fin janvier – début février 2007.

Les 7èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne

Les 7èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne, co-organisées par la ville de Montreuil, le département de Seine-Saint-Denis et la région Ile-de-France, auront lieu les **22 et 23 octobre 2007, à Montreuil.**

L'adhésion du Vietnam à l'OMC

Les pays membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), réunis en Conseil général, l'organe exécutif de l'OMC, ont approuvé, lors d'une réunion extraordinaire, mardi 7 novembre, au siège de l'OMC à Genève, à l'unanimité, l'adhésion du Vietnam.

L'Assemblée nationale, réunie en session plénière, le 18 novembre 2006, à Hanoi, a ratifié le protocole d'adhésion du Vietnam à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), avec 90,24% des suffrages (soit 444 voix sur 449).

Le protocole entrera officiellement en vigueur 30 jours après cette ratification.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter :

Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

Chine

Les 2èmes Assises de la coopération décentralisée franco-chinoise

Les 2èmes Assises de la coopération décentralisée franco-chinoise, accueillies par la ville de Bordeaux, auront lieu les **22 et 23 novembre 2007, à Bordeaux.**

Pour toute information complémentaire, merci de contacter :

Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org



Pologne

Actualité du groupe-pays Pologne

Présidente du groupe-pays Pologne : Mme Roselyne Lefrançois, adjointe au maire de Rennes.

La prochaine réunion du groupe-pays Pologne aura lieu vendredi 2 février 2007, après-midi, à Cités Unies France

Pour toute information complémentaire, merci de contacter :

Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

Les élections locales et municipales : dimanche 12 novembre et dimanche 26 novembre 2006

L'opposition (la PO, la gauche et le PSL) a remporté les élections locales, qui restent le meilleur indice de la popularité des partis politiques, par 54% des voix contre 35%.

Le PSL est le grand gagnant des élections locales. Il est désormais représenté dans les conseils municipaux, ainsi que dans les conseils des districts et des voïvodies par 4840 élus locaux. Grâce à ses 3890 conseillers municipaux, ce parti règne sur les communes. Il faut y ajouter 1500 membres du PSL, élus aux élections locales comme candidats de comités locaux indépendants.

Croatie

Actualité du groupe-pays Croatie

Présidente du groupe-pays Croatie : Mme Colette Huvenne, adjointe au maire de Tourcoing et Conseillère Régionale du Nord-Pas-de-Calais

La prochaine réunion du groupe-pays Croatie devrait avoir lieu fin janvier – début février 2007.

Les 3èmes rencontres des collectivités territoriales françaises et croates

Les 3èmes rencontres des collectivités territoriales françaises et croates, organisées par l'Ambassade de France à Zagreb, l'Union des villes et des municipalités croates, la ville de Dubrovnik et Cités Unies France, auront lieu les **20 et 21 septembre 2007, à Dubrovnik**.

Les thématiques envisagées pour ces rencontres sont : les fonds structurels européens, les modalités de gestion de service public (intercommunalité, délégation de service public...) et le patrimoine.

Relations Croatie-UE

Le document de stratégie générale en matière d'élargissement a été adopté par la Commission le 8 novembre 2006. Les progrès des pays candidats, dont la Croatie et des candidats potentiels sont présentés dans les rapports publiés par la Commission le 8 novembre 2006.

Pour plus d'informations, merci de consulter le document suivant :

http://ec.europa.eu/enlargement/key_documents/reports_nov_2006_en.htm

« Une solution institutionnelle devra avoir été trouvée au moment où le prochain Etat membre devrait être prêt à entrer dans l'Union », a recommandé la Commission européenne, dans un rapport sur la stratégie d'élargissement de l'Union, publié mercredi 8 novembre. "Une réforme institutionnelle est nécessaire pour améliorer l'efficacité de la prise de décisions dans l'UE élargie", ajoute ce rapport.

Par ailleurs, le commissaire à l'élargissement, Olli Rehn, a souligné que l'Union européenne devrait s'assurer que tout nouvel élargissement bénéficierait "du soutien de l'opinion publique".

Cette recommandation sur l'élargissement ne concerne cependant pas la Bulgarie et la Roumanie, qui entreront dans l'UE au 1er janvier prochain, mais concerne la Croatie, qui comptait pouvoir y adhérer avant les élections européennes de 2009, date à laquelle les dirigeants européens espèrent avoir trouvé une solution au rejet du traité constitutionnel par la France et les Pays-Bas.

Relations Croatie-Slovénie

La Croatie et la Slovénie se contestent la souveraineté à propos d'un micro-territoire sur le versant nord de la frontière.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter :

Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

République Tchèque

Succès du séminaire organisé par CUF et la SMO-CR, les 20 et 21 novembre à Prague :

Dans le cadre de la nouvelle programmation européenne 2007-2013 et notamment du lancement prochain du nouveau programme « Europe pour les citoyens », Cités Unies France et l'Union des villes et municipalités tchèques (SMO-CR) ont conduit de concert un séminaire à destination d'une trentaine de collectivités tchèques, à Prague, les 20 et 21 novembre avec la participation de l'Ambassade de France. Il s'agissait de suivre au plus près ce programme européen dans son action pour le « Jumelage de villes ».

Des intervenants tchèques et français issus de collectivités locales composaient l'équipe de formateurs. Ainsi Cairanne (84), Épinal (88) et Rennes (35) ont bien voulu partager leur expérience et échanger leurs savoir-faire avec des responsables de relations internationales et des élus tchèques prêts à saisir cette opportunité.

Un compte-rendu du séminaire, ainsi qu'une présentation succincte du nouveau programme européen, seront à l'ordre du jour de la prochaine réunion du groupe-pays le jeudi 21 décembre 2006.

Contact :

Guylaine Traoré, 01 53 41 81 85, g.traore@cites-unies-france.org

Réunion plénière du groupe-pays République tchèque :

Le jeudi 21 décembre 2006 de 14h à 17h, à l'invitation de Marie-Françoise Muller, vice-présidente du conseil régional de Bourgogne, présidente du groupe-pays, aura lieu la dernière réunion plénière du groupe-pays République tchèque de l'année 2006 à CUF. Monsieur l'Ambassadeur Pavel Fischer viendra donner un éclairage sur l'actualité tchèque, notamment dans ses aspects politiques. Monsieur Lukas Macek, Directeur de l'Institut d'études politiques de Dijon apportera son point de vue sur la question et pourra envisager les conséquences éventuelles du résultat des diverses élections au niveau local. Par ailleurs, le ministère des Affaires étrangères français sera représenté par Monsieur Jérôme Duplan afin d'explicitier le dernier appel à projet sur la coopération européenne. Enfin, un point sera fait sur le contenu et l'intérêt du programme « Europe pour les citoyens » dans son volet sur le Jumelage de villes.

L'ordre du jour provisoire ainsi qu'un bulletin d'inscription figurent sur le site : www.cites-unies-france.org

Contact :

Guylaine Traoré, 01 53 41 81 85, g.traore@cites-unies-france.org

Slovaquie

Actualité du groupe-pays Slovaquie

Président du groupe-pays Slovaquie: M. Bernard Verdier, maire de Castelnau-Magnoac et conseiller général des Hautes Pyrénées

La prochaine réunion du groupe-pays Slovaquie aura lieu mercredi 7 février 2007, après-midi, à Cités Unies France.

Les 8èmes Assises de la coopération décentralisée franco-slovaque

Les 8èmes Assises de la coopération décentralisée franco-slovaque, organisées par l'Ambassade de France en Slovaquie, la région de Trencin, l'Association France Slovaquie-Développement et Cités Unies France, auront lieu les **28 et 29 juin 2007, à Trencin**.

Les thématiques envisagées sont : la concurrence et le développement économique.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter :

Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

Serbie

Adoption d'une nouvelle constitution : les 28 et 29 octobre 2006

51,6% des électeurs inscrits ont approuvé le texte constitutionnel, légèrement au-dessus du seuil requis de 50%, et la participation globale s'établissait à 53,5%, selon les premiers résultats communiqués par le CESID, l'organisme indépendant de surveillance des élections, quelques heures après la fermeture des bureaux de vote.

La campagne référendaire avait été entièrement axée sur la question du Kosovo, défini comme une « partie intégrante » de la Serbie dans le préambule de la nouvelle Constitution.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter :

Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

Bosnie-Herzégovine

Mise en place retardée du nouveau gouvernement

Le nouveau gouvernement bosniaque ne pourra se mettre en place que vers la fin janvier ou le début février 2007. En effet, après les élections générales d'octobre, les alliances et les coalitions restent encore précaires.

En effet, ce sont les députés élus à la Chambre des peuples (un tiers d'eux appartenant à chacun des peuples constitutifs) qui proposeront le nom du Président de la Fédération de la Bosnie-Herzégovine. Celui-ci nommera ensuite un mandataire pour constituer le gouvernement. Le cabinet établi par ce délégué sera confirmé par le Parlement de la Fédération de la Bosnie-Herzégovine, c'est-à-dire par la chambre des représentants et non pas par la Chambre des peuples.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter :

Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

Monténégro

Les priorités annoncées du nouveau Premier ministre monténégrin, Zeljko Sturanovic, sont: l'intégration à l'Union européenne et à l'OTAN.

Il prévoit de mettre en application les standards européens, une réduction de l'administration, un meilleur équipement de la police, la création d'une unité spéciale pour la lutte contre la corruption, la baisse des déficits publics et des impôts...

Pour toute information complémentaire, merci de contacter :

Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org



Liban

Réunion tripartite des commissions de CGLU en faveur des villes libanaises

A l'occasion du Conseil mondial de CGLU, qui s'est tenu à Marrakech du 28 octobre au 1^{er} novembre 2006, les commissions « Coopération décentralisée », présidée par la ville de Lyon, « Méditerranée », co-présidée par la ville de Marseille et le conseil régional de Provence Alpes Côte d'Azur et « Diplomatie des villes », présidée par la ville de La Haye ont présenté conjointement l'initiative concertée des collectivités locales en faveur des villes libanaises.

En présence d'élus libanais, les différents acteurs de cette démarche originale ont invité les collectivités à poursuivre la mobilisation et à s'associer à l'initiative.

Une synthèse de l'initiative est en ligne sur le site de Cités Unies France à l'adresse suivante :

http://www.cites-unies-france.org/html/regions/mediterranee/liban_index.html#news1

Le compte-rendu de cette réunion sera prochainement disponible sur cette même adresse.

La réunion des Euromed des Eurocités, à Turin, les 7 et 8 novembre, puis la réunion de mobilisation des collectivités espagnoles à Barcelone, le 21 novembre, ont permis de sensibiliser plus spécialement les collectivités italiennes et espagnoles à cette entreprise.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter : Virginie Rouquette, (Tel : 01 53 41 81 93 / E-mail : v.rouquette@cites-unies-france.org)

Rendez-vous : Deuxième Forum franco-libanais des municipalités à Suresnes

La ville de Suresnes accueille, en partenariat avec le Centre International de Presse Média au Liban du mercredi 13 au 15 décembre, à la Salle des Fêtes de la Mairie, le deuxième Forum franco-libanais des municipalités. A cette occasion, une vingtaine de maires libanais se rendront à Suresnes pour participer à des échanges d'expérience et des débats sur des questions de gestion municipale.

M. Jean-Louis Testud, adjoint au maire délégué aux relations Internationales, coopération et jumelage, invite les collectivités membres du groupe-pays Liban à se joindre à cet événement et à assister à la conférence inaugurale qui se tiendra le mercredi 13 décembre à 17h00.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter : Valérie Gaude Da Silva, au service des relations internationales de la ville de Suresnes (Tel : 01 42 04 96 77 / E-mail : international@ville-suresnes.fr) ou Virginie Rouquette, à Cités Unies France (Tel : 01 53 41 81 93 / E-mail : v.rouquette@cites-unies-france.org)

Maroc

Le Forum International des collectivités locales, Casablanca, 24-26 janvier 2007

Le Forum International des Collectivités Locales, organisé en partenariat avec l'Association Nationale des Collectivités Locales du Maroc et avec le soutien du ministère de l'Intérieur du Royaume, sera l'occasion de rencontrer pendant trois jours les élus et cadres territoriaux marocains (secrétaires généraux, directeurs, walis, présidents de communes, de conseils provinciaux et régionaux...), ainsi que les principaux décideurs dans le cadre de la relance du processus de décentralisation au Maroc. Positionnée début 2007, cette manifestation intervient à l'issue de la période d'évaluation du processus en cours et s'inscrit ainsi comme la première réponse concrète aux nouvelles orientations définies.

En synergie avec la nouvelle dynamique donnée au processus de décentralisation en cours au Maroc, le 1er Forum International des Collectivités Locales du Maroc va structurer l'organisation d'une rencontre nationale annuelle entre les acteurs publics et privés en charge de l'aménagement, de l'équipement et de la gestion des collectivités locales et territoriales au Maroc.

A ce titre, à côté du salon de l'équipement et des Services aux collectivités, et du cycle d'ateliers techniques, à fort contenu opérationnel, d'autres espaces auront vocation à favoriser le rapprochement et l'échange d'expériences entre élus et fonctionnaires marocains et leurs confrères et partenaires internationaux.

Le Village des Territoires, espace d'accueil dédié aux collectivités locales marocaines sera le lieu de présentation des projets d'aménagement/développement de ces collectivités et des Centres Régionaux d'Investissement.

Les Pavillons des Coopérations Décentralisées, animés par les pays les plus actifs en la matière, abriteront pour chacun, un certain nombre d'acteurs institutionnels participant aux programmes de coopération bilatéraux.

Le groupe-pays Maroc, sollicité pour intervenir dans ce cadre, a précisé au cours d'une réunion technique, le 28 novembre dernier, les modalités de son association à cet événement.

Une seconde réunion, le 19 décembre, en présence de Jacques Rocca Serra, président du groupe-pays Maroc, à Marseille, permettra d'acter politiquement la participation et préciser les dernières évolutions quant au contenu de cette intervention.

Pour tous renseignements complémentaires sur l'événement, vous pouvez consulter le site :
www.ficlmaroc.com

Pour toutes informations complémentaires sur l'implication des collectivités locales françaises et du groupe-pays Maroc à cet événement, veuillez contacter :

Linda Naili (Tel : 01 53 41 81 41 90 – E-mail : l.naili@cites-unies-france.org)

ou Virginie Rouquette (Tel : 01 53 41 81 41 93 – E-mail : v.rouquette@cites-unies-france.org)

Palestine

La situation dans les Territoires palestiniens ne cesse de se détériorer

Communiqué de Presse du RCDP
Massacres et destructions en Palestine

Ce qui se passe à l'heure actuelle en Palestine est **une honte et un crime** dont les responsables devront un jour rendre compte, si ce n'est hélas devant la Justice, au moins devant l'Histoire. Ce qui veut dire qu'ils sont en train d'hypothéquer l'avenir du peuple israélien.

La brutalité pour la brutalité n'a jamais été une solution, nous le savons tous, mais force est de constater que le sentiment qui domine actuellement est de comparer l'appareil étatique israélien à un bateau ivre. Chaque espace politique, même infime, qui permettrait l'ouverture d'un début de commencement de dialogue, est systématiquement détruit. Le pire est désormais à craindre.

Il n'est plus temps de tergiverser, il faut une initiative politique majeure au niveau des Etats et de l'ONU.

En ce qui me concerne, j'ai décidé d'annuler ma participation à la rencontre organisée par le Congrès des pouvoirs locaux du Conseil de l'Europe qui doit se tenir à Moscou le 14 novembre prochain « sur les perspectives de Paix au Proche-Orient ».

Il ne s'agit pas de mettre en cause le travail du Conseil de l'Europe qui, à bien des égards, est beaucoup plus courageux et lucide que l'Union Européenne sur la question du Proche-Orient. Mais il me semble indécent de participer à un pareil débat sur la Paix à un moment où les Palestiniens se font massacrer et leurs villes détruites. Il y va, je pense, de la crédibilité de l'action des collectivités locales.

Claude Nicolet
Conseiller Communautaire
Communauté Urbaine de Dunkerque
Président du RCDP

Le fonds de solidarité pour les villes palestiniennes :

Interpellées par la gravité de la situation, le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine et Cités Unies France ont décidé, suite à une réunion du 26 juillet 2006, en coordination avec l'APLA, l'Association des pouvoirs locaux palestiniens, de lancer un appel aux dons pour la création d'un fonds de solidarité et d'aide humanitaire d'urgence pour la Palestine.

Ce fonds aura pour vocation de faire face à l'urgence absolue à laquelle les collectivités palestiniennes sont confrontées (enlèvement et traitement des déchets, traitement des eaux usées, achat de gazole, achat de nourriture pour les familles en difficulté, aide à la scolarité...), et pour assurer la continuité de certains services publics fondamentaux pour la population dans cette situation de crise.

Plusieurs collectivités locales ont d'ores et déjà répondu favorablement à cet appel à la solidarité.

Pour les modalités de participation à ce projet ou pour tous renseignements complémentaires, nous vous remercions de bien vouloir contacter :

Simoné Giovetti ,Tel : 01 53 41 81 87 – E-mail : med@cites-unies-france.org



Brèves

Politique régionale

D'avantage de croissance et d'emploi pour toutes les régions et villes de l'Union européenne: tel est le message qui se trouve au cœur de la politique de cohésion et de ses instruments entre 2007 et 2013.

Retrouvez le détail des textes sur :

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/regulation/newregl0713_fr.htm

La communication intitulée « La politique de cohésion et les villes: la contribution des villes et des agglomérations à la croissance et à l'emploi au sein des régions » a pour vocation d'aider les autorités nationales, régionales et municipales à préparer le nouveau cycle de programmes relevant de la politique de cohésion.

http://ec.europa.eu/regional_policy/consultation/urban/index_fr.htm

La commissaire en charge de la politique régionale, Danuta Hübner, a présenté le rapport de la Commission sur les performances des régions des vingt-cinq Etats membres, de Bulgarie et de Roumanie en termes d'emploi et de croissance. Ce quatrième Rapport sur la cohésion indique que les pays les moins prospères – les 13 Etats membres dont le revenu national brut (RNB) par habitant est relativement bas et qui bénéficient du Fonds de cohésion – ont enregistré une croissance de 3,6% sur la période 1995-2005: un taux nettement plus élevé que la moyenne européenne de 2,2% par an.

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/interim4_fr.htm

Elargissement

Mme Meglena Kuneva, actuellement ministre bulgare aux affaires européennes, sera le membre désigné de la Commission européenne du gouvernement de la Bulgarie. Mme Kuneva sera en charge de la protection des consommateurs.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/1485&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>

M. Leonard Orban, actuellement Secrétaire d'Etat et chargé de coordonner la préparation de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne, sera le membre désigné de la Commission européenne du gouvernement de la Roumanie. M. Orban sera en charge du multilinguisme.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/1499&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>

Développement

Retrouvez la Communication de la Commission Européenne : « Un nouvel élan à la gouvernance démocratique » sur :

http://europa.eu/pol/dev/index_fr.htm

Louis Michel, commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, entame une tournée en Afrique de l'Ouest et se rend au Sénégal, en Guinée Conakry et en Mauritanie du 25 au 27 octobre pour une mission placée sous le signe de la coopération au développement et des questions de migrations. Dans cette perspective, il a rappelé la nécessité de "Promouvoir une migration accompagnée" lors de la Conférence ministérielle UE-Afrique sur la migration et le développement à Tripoli le 22-23 novembre 2006

<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/06/735&format=HTML&aged=0&language=FR>

APPELS A PROPOSITION

PERD- Programme européen de reconstruction et développement de l'Afrique du Sud

* Date limite de dépôt des dossiers : 6 décembre 2006

* Régions : Etats membres UE, Afrique du Sud

Avis d'appel : http://www.cage.org.za/documents/pdf/Final_advert_23132%2001.pdf

Lignes directrices :

http://www.cage.org.za/viewdoc.aspx?doc=/documents/pdf/Application_Guidelines_Final_2006.pdf

Formulaire :

http://www.cage.org.za/viewdoc.aspx?doc=/documents/word/Annex_A_Application_formFinal.doc

TEMPUS PLUS – Tempus III

* Date limite de dépôt des dossiers : 15 décembre 2006

* Régions : Etats membres UE pays partenaires: Balkans occidentaux, pays d'Europe orientale et d'Asie centrale,(NEI), pays méditerranéens, l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Syrie et la Tunisie

Lignes directrices : http://ec.europa.eu/education/programmes/tempus/doc/guidel_fr.pdf

Info + : http://ec.europa.eu/education/programmes/tempus/projects_en.html#1

IBPP Soutien à la société civile et aux initiatives locales

* Date limite de dépôt des dossiers :15 décembre 2006

* Régions : Etats Membres UE, Espace Economique Européen, Pays Candidats, Pays PHARE, Pays en Développement, Kazakhstan, Tajikistan

Avis d'appel : <http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d96/AOF71296.doc>

Lignes directrices : <http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d87/AOF71287.doc>

Formulaire : <http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d89/AOF71289.doc>

IAP- Instrument d'aide de pré-adhésion PHARE

* Date limite de dépôt des dossiers :18 décembre 2006

* Régions : Roumanie, Serbie.

Ministère de l'intégration européenne de Roumanie : <http://www.mie.ro/>

Ministère des relations économiques internationales de Serbie : <http://www.mier.sr.gov.yu/>

Agence européenne pour la reconstruction : <http://www.eur.eu.int/>

PHARE- IAP- Instrument d'aide de pré-adhésion

* Date limite de dépôt des dossiers :20 décembre 2006

* Régions : Etats Membres UE, Turquie, Roumanie, Bulgarie, Albanie, Bosnie Herzégovine, Croatie, République Fédérale de Yougoslavie et ancienne République Yougoslave de Macédoine.

Avis d'appel : <http://www.europa.eu.int/comm/europeaid/tender/data/d45/AOF62145.htm>

Formulaire : http://europa.eu.int/comm/europeaid/tender/gestion/pg/b04_fr.doc

IEDDH-Micro-projets Droits de l'Homme et Démocratie

* Date limite de dépôt des dossiers :20 décembre 2006

* Régions : Etats membres UE

Lignes directrices : <http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d52/AOF70752.zip>

Info + : <http://www.delven.ec.europa.eu/>

CARDS- Programme de voisinage Grèce- Ancienne République Yougoslave de Macédoine

* Date limite de dépôt des dossiers :21 décembre 2006

* Régions : Ancienne république yougoslave de Macédoine, Grèce

Formulaire : http://www.ea.eu.int/projects/main/documents/CfP_04MAC030101_05MAC020101.zip

Info + : http://ec.europa.eu/enlargement/financial_assistance/cards/index_en.htm

CARDS- Partenariat local pour le développement- fourniture de services sociaux- Croatie

* Date limite de dépôt des dossiers : 2 janvier 2007

* Régions : Etats Membres UE, Albanie, Bosnie et Herzégovine, Bulgarie, Croatie, ARyM, Monténégro, Roumanie, Serbie, Turquie et Espace Economique Européen

Avis d'appel :

http://cfcu.mfin.hr/tenderYYY/CARDS%202004/Local_partnership_employment_phase_2_grant/Local%20advertisement.pdf

Lignes directrices :

http://cfcu.mfin.hr/tenderYYY/CARDS%202004/Local_partnership_employment_phase_2_grant/2_GfA_CES_final_27092006.pdf

Formulaire : http://cfcu.mfin.hr/tenderYYY/CARDS%202004/Local_partnership_employment_phase_2_grant/3_Applic%20form_CES_final_27092006.doc

CARDS- Soutien à la réconciliation et assistance au retour et à la réintégration des minorités en Bosnie-Herzégovine :

* Date limite de dépôt des dossiers : 4 janvier 2007

* Régions : Bosnie-Herzégovine

Avis d'appel : <http://www.delbih.ec.europa.eu/en/tandv/tender-06-005/propnotice.doc>

Formulaire : <http://www.delbih.ec.europa.eu/en/tandv/tender-06-005/ecbihcfp06005.zip>



Un colloque « Politiquement jeune »

Proposer une nouvelle vision des politiques à destination des jeunes. Tel est l'objectif du colloque organisé par le CNAJEP (Comité pour les Relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire) qui se déroulera mardi 12 décembre, de 14h à 18h30, dans l'auditorium de l'Hôtel de ville de Paris. Le Comité œuvre de longue date pour la participation du mouvement social à la vie politique nationale.

Cet événement est destiné à présenter la campagne intitulée « Politiquement jeune », fruit de la réflexion menée depuis un an par la commission jeunesse du CNAJEP autour de la situation des jeunes en France. Cette demi-journée sera consacrée à l'échange et au dialogue entre les différents acteurs des politiques « jeunesse », issus du monde politique, syndical et associatif.

Pour plus d'informations et pour participer au débat :
<http://www.politiquementjeune.fr>

Une campagne européenne pour la diversité culturelle et contre les discriminations

« Tous différents, tous égaux ». C'est sous cet intitulé que le Conseil de l'Europe a lancé une campagne européenne à destination de la jeunesse. Initiée en juin 2006, celle-ci se déroulera jusqu'au mois de septembre 2007. Son objectif est de créer les conditions d'une participation des jeunes à la construction d'une société démocratique fondée sur la diversité et l'inclusion. Trois axes de travail doivent structurer l'ensemble des actions menées : la diversité culturelle, les droits de l'Homme et la lutte contre les discriminations.

Au total, 48 Etats européens participants aux travaux du Conseil de l'Europe sont chargés de mettre en place des Comités Nationaux de Campagne. Le Comité français, installé le 6 juillet 2006 par le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, est composé de jeunes, de responsables associatifs, de partenaires publics, de représentants de collectivités et d'élus. Il a en charge la sélection des projets individuels ou collectifs, qui tous peuvent prétendre obtenir le label « tous différents, tous égaux » à condition d'entrer explicitement dans les thématiques de la campagne.

Les candidats peuvent d'ores et déjà participer en faisant labelliser leur projet, en rejoignant des projets déjà validés par le Comité National de Campagne ou enfin, en participant aux trois concours d'expression ouverts aux enfants et aux jeunes de moins de 26 ans.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site Internet :
<http://www.tousdifferentstousegaux.fr>

LES JOURNÉES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE



LA LETTRE *d'information*

Décembre 2006

Dernière minute : Journée thématique sur l'appui institutionnel Mardi 12 décembre de 10 à 16h à CUF

Dans le cadre de ces nouvelles journées thématiques, CUF organise la première d'entre elles sur un thème au fait de l'actualité des collectivités locales, « L'appui institutionnel, nouvelle priorité de la coopération décentralisée ».

Alors que le ministère des Affaires étrangères, dans la définition de ses orientations stratégiques pour les années à venir, insiste sur le rôle des collectivités à développer des actions favorisant l'appui institutionnel de leurs partenaires, il semble primordial de favoriser un temps de réflexion sur ce concept, afin de donner un contenu pratique à cette notion pour collectivités territoriales.

L'objectif de ces journées sera donc, dans un premier temps, de cerner le concept d'appui institutionnel, en variant les approches des acteurs, et, dans un second temps, de faire le point sur les appels à projet de soutien à la coopération décentralisée qui, tant pour l'Europe que pour les pays en développement, mettent en exergue cette dimension d'appui institutionnel.

L'ordre du jour provisoire ainsi qu'un bulletin d'inscription à faxer figurent sur le site : www.cites-unies-france.org

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter :
Guylaine Traoré, g.traore@cites-unies-france.org, 01 53 41 81 85
Virginie Rouquette, v.rouquette@cites-unies-france.org, 01 53 41 81 93

Création d'une Commission Affaires Mondiales

La section européenne de CGLU, le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), vient de créer une **commission aux Affaires mondiales**.

Elle aura, entre autres, pour objectif de débattre et coordonner les activités internationales des membres européens de CGLU et leur contribution aux travaux de CGLU et ses organes statutaires.

A sa première réunion, 29 novembre dernier, à Stuttgart, la délégation française était importante, composée de membres « volontaires » du bureau exécutif de CUF, ainsi que de représentants de l'AFCCRE.

Tous les dossiers importants ont pu être abordés, dont celui de la place des collectivités locales et leurs associations dans les programmes de coopération européenne, prévus pour la période 2007 – 2013, avec une mention spéciale pour le compromis sur l'accès aux cofinancements du programme « *acteurs non-étatiques et collectivités locales dans le développement* », annoncé par le député européen, Pierre Schapira, à l'occasion d'une audition au parlement européen, le 3 octobre.

Afin de faire un suivi serré de ces nouvelles modalités et de leur mise en œuvre, la commission aux Affaires mondiales a créé un petit groupe qui travaillera avec le secrétariat du CCRE. Le groupe comprend l'association des municipalités néerlandaises (VNG), le bureau de coopération internationale des collectivités locales britanniques (LGIB), l'association des municipalités et régions finlandaises, la ville de Barcelone, du secrétariat de la commission « Coopération décentralisée de CGLU » (Lyon) et de Cités Unies France.

En vue d'associer au mieux les collectivités françaises à ces nouvelles possibilités, CUF organisera début 2007, en lien avec les présidents de groupes-pays, des « Journées de la Coopération décentralisée », sur ce sujet.

Les commissions et groupes de travail de CGLU aujourd'hui

Dans le cadre du Programme d'orientation et d'activités 2005-2007, le Bureau Exécutif de CGLU a entériné lors de ses réunions à Sao Paolo (Brésil) les 7 et 8 octobre 2004 et à Pékin (Chine) les 9 et 10 juin 2005, la mise en place de **Commissions et de Groupes de travail**.

Les Commissions participent à l'élaboration des politiques de CGLU, et à leur mise en application dans le domaine défini par le Bureau Exécutif, ainsi que dans le cadre du Programme d'orientations et d'activités pour la période en cours. Les résultats de leurs travaux sont présentés au Bureau Exécutif de CGLU.

Les Groupes de travail contribuent à développer des propositions et/ou des initiatives de coopération entre les gouvernements locaux et leurs associations, afin d'enrichir le débat au sein de CGLU.

Les principes de fonctionnement des Commissions et des Groupes de travail de CGLU précisent le cadre de référence. Leur mandat est de deux ans, jusqu'au prochain Congrès de CGLU en 2007. (voir : <http://www.cities-localgovernments.org>)

Comme le montre la liste ci-dessous, les collectivités territoriales françaises sont très actives dans ces nouveaux espaces.

COMMISSIONS :

Décentralisation et Autonomie Locale

Présidence : Alan Lloyd, Conseiller de Swansea, Royaume Uni, Président Fondateur de CGLU, Conseil des Communes et Régions d'Europe, (CCRE)

Contact : Secrétariat Mondial de CGLU

Tel : +34 93 342 8750

info@cities-localgovernments.org

Finances Locales et Développement

Présidence : Gilberto Kassab, Maire de Sao Paulo, Brésil

Contact : Secrétariat Mondial de CGLU

Tel : +34 93 342 8750

info@cities-localgovernments.org

Diplomatie des Villes

Présidence : Wim Deetman, Maire de la Haye, Président de l'Association des Municipalités des Pays Bas (VNG), Premier Vice-Président du Conseil des Comunes et Régions d'Europe (CCRE)

Contact: Alexandra Sizoo, VNG International

Tel : +31 70 37 3838 6

alexandra.sizoo@vng.nl

info@cities-localgovernments.org

Gestion locale de l'eau et de l'assainissement

Présidence : Enrique Peña Nieto, Gouverneur de l'Etat de Mexico

Secrétariat : ville de Paris

Contact : Lic. Gustavo Vázquez López, Gouvernement de l'Etat de Mexico.

Tel : + 52 722 232 78 72 / 275 62 50

asesorsaopid@yahoo.com.mx

info@cities-localgovernments.org

Coopération Décentralisée

Présidence : Gérard Collomb, Maire de Lyon

Contact: Jacques Petrimont

Tel : +33 4 72 10 30 23

jacques.petrimont@mairie-lyon.fr

info@cities-localgovernments.org

Inclusion sociale et Démocratie participative

Présidence : Eloí Pietá, Maire de Guarulhos, Brésil

1^{er} vice-présidence : ville de Saint-Denis

Contact : Vanessa Marx

Tel : + 34 93 342 94 70

v.marx@cities-localgovernments.org

info@cities-localgovernments.org

Egalité des chances

Présidence : Janine Haddad, Vice-Présidente du Conseil Régional d'Ile de France

Contact : Secrétariat Mondial de CGLU

Tel : +34 93 342 8750

info@cities-localgovernments

Société de l'Information

Présidence : Iñaki Azkuna, Maire de Bilbao, Espagne
Contact: Ramón Peñagaricano, Réseau IT4ALL
Tel: +34 94 431 71 21 / Fax: +34 94 431 71 22
rpenagaricano@spri.es / jpozo@robotiker.es
info@cities-localgovernments.org

Commission Interrégionale Méditerranée

Présidence : Omar El Jazouli, Maire de Marrakech, Maroc
Vice-présidents : Jean-Claude Gaudin, Maire de Marseille et Michel Vauzelle, Président de la région Provence Alpes Côtes d'Azur
Siège : Marseille
Contact: Delphine Crévola
Tel: + 33 (0) 4 91 99 24 58
Fax: +33 (0) 4 91 99 24 80
delphinecrevola@hotmail.com
info@cities-localgovernments.org

Objectifs de Développement du Millénaire

Présidence : Walter Veltroni, Maire de Rome, Italie, Président Délégué du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE)
Contact : Flavio Lotti, Coordinamento Nazionale Enti Locali per la Pace e i Diritti Umani, Province de Perugia, Italie
Tel: +39 075 57 22 479 / +39 075 57 36 890
lotti@entilocalipace.it
info@cities-localgovernments.org

Groupes de travail de CGLU :

Culture

Présidence : Carles Martí, Adjoint au Maire pour la Culture, Mairie de Barcelone, Espagne
Contact : Jordi Pascual, Institut de Culture de Barcelone
Tel: +34 933 161 262
agenda21cultura@bcn.cat
info@cities-localgovernments.org

Renforcement Institutionnel (Plate-forme ACB)

Ce Groupe de Travail est lié à la Commission Coopération Décentralisée
Présidence Technique : Peter Knip, Directeur VNG International (Pays-Bas)
Tel: +31 70 373 83 86
peter.knip@vng.nl
info@cities-localgovernments.org

Villes de périphérie

Présidence : Jaime Zea Usca, Maire de Villa El Salvador, Pérou
Contact : Gerard Perreau-Bezouille, Maire Adjoint aux relations internationales, Ville de Nanterre
Antonio Aniesa, Ville de Nanterre
Tel: +33 1 47 29 59 02
antonio.aniesa@mairie-nanterre.fr
info@cities-localgovernments.org



Semaine de la Solidarité internationale

2006 est l'année de la 9^e édition de la Semaine de la Solidarité internationale qui s'est déroulée du 11 au 19 novembre. Cette année est aussi celle de l'importance croissante accordée par les pouvoirs publics à la sensibilisation de la population aux enjeux mondiaux, à la citoyenneté et à l'éducation au développement : une stratégie interministérielle pour l'éducation au développement a été actée en juin dernier et sera présentée officiellement en décembre. La semaine de la solidarité internationale en constitue le moment fort.

Aussi, Cités Unies France est fier d'accompagner cette semaine de mobilisation, comme membre de son comité de pilotage, depuis sa création. Cette année, l'équipe toute entière de Cités Unies France s'est mobilisée pour participer à des événements organisés par ou avec des collectivités territoriales, dans neuf départements différents (détail sur notre site Internet). Pour une meilleure information de notre part, n'hésitez pas à nous faire part de vos animations et programmes 2006.

Pour rappel, le nouveau visuel de la Semaine est téléchargeable sur notre site Internet comme sur celui de la Semaine : www.lasemaine.org.

Personne référente à CUF pour la Semaine : a.frey@cites-unies-france.org

Séminaire « Extrême pauvreté et emploi décent » - Campagne sur les Objectifs du Millénaire

Dans la suite de la campagne en France pour les Objectifs du Millénaire, « Action mondiale contre la pauvreté (AMCP) – France » poursuit avec les mêmes organisations qu'en 2005 (ONG, syndicats, associations laïques et confessionnelles, et Cités Unies France comme représentant des collectivités territoriales), une mobilisation citoyenne. Parce qu'au regard des avancées actuelles, aucun des OMD ne sera atteint en 2015.

Afin de maintenir une pression sur les pouvoirs publics au-delà de 2005, le réseau « AMCP – France » organisera tous les ans un séminaire de bilan sur l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement, leur financement et le rôle de la France. Cette année, il aura lieu **le 11 décembre 2006, de 9h à 12h30, au Conseil économique et social**, sur le thème « Extrême pauvreté et emploi décent ».

Ce sera l'occasion de faire le bilan du premier objectif du millénaire pour le développement (réduire l'extrême pauvreté et la faim dans le monde de moitié d'ici 2015). Nous souhaitons également aborder le lien entre la lutte contre l'extrême pauvreté et la création d'emploi décent et ce, non seulement dans les pays en voie de développement mais aussi en France.

En tant que membre du réseau, Cités Unies France vous invite à participer à ce séminaire. Les places étant limitées, merci d'envoyer vos inscriptions à j.silberstein@crid.asso.fr au plus vite, avec copie à a.frey@cites-unies-france.org.

Colloque : « La coopération décentralisée change-t-elle de sens ? »

Le colloque « La coopération décentralisée change-t-elle de sens ? », tenu les 22 et 23 novembre 2006, à la Sorbonne, a réuni près de 200 participants.

Ce colloque, organisé par Cités Unies France, à l'occasion de ses 30 ans et le Centre de Recherches Internationales de la Sorbonne, a permis de confronter la vision des « théoriciens » et des « praticiens » de la coopération décentralisée.

Les Actes de ce colloque seront prochainement disponibles.

Plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France : www.cites-unies-france.org.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter :

Hélène MIGOT, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org



Interview avec Paul Alliès

Professeur de Sciences Politique à l'Université Montpellier

1) Qu'attendiez-vous de ces journées de colloque sur la coopération décentralisée, qui réunissaient des acteurs aussi variés que des universitaires, des institutionnels et des associatifs ? Les échanges qu'elles ont suscités ont-ils répondu à ces attentes ?

PA. : Ces journées sont nécessaires dans la mesure où elles sont un des très rares lieux où les différents acteurs que vous mentionnez peuvent se rencontrer. Il est en effet patent que l'université n'a pour l'instant pas pris sa véritable part dans le suivi et la recherche sur les questions soulevées par la coopération décentralisée.

Aussi l'échange d'informations et de points de vue qui s'opère entre des personnes qui portent la mémoire de la construction de ces actions et de leurs réseaux depuis plus de deux décennies est précieux. Ces journées permettent surtout de fixer cette mémoire plus orale qu'écrite.

2) Vous étiez discutant de la table ronde qui portait sur les réseaux internationaux de pouvoirs locaux.

Que reprenez-vous principalement des différents intervenants ?

PA. : L'inventaire de ces réseaux à partir des pratiques recensées et surtout des thèmes investis a permis d'avoir une vision assez claire des échanges suscités par les collectivités locales.

Il n'est pas sûr que les politiques de développement, au sens où on l'entend généralement à travers les rapports nord-sud, soient les plus nombreuses. Mais l'absence de relevés statistiques et d'enquêtes quantitatives, que seul un organisme de niveau ministériel pourrait mener à bien, ne permet pas de répondre clairement. Raison de plus pour que les collectivités n'occultent pas leurs interventions, parfois maladroitement budgétées.

Ensuite les inégalités organiques dans les réseaux ne pourront être corrigées qu'à partir d'un effort particulier de formation pour tout ce qui concerne l'ingénierie et l'expertise.

Enfin des gisements existent pour le co-développement encore trop peu exploités : les diasporas sont une ressource qui pourrait être valorisée de territoire à territoire. Les collectivités gagneraient à intégrer plus et mieux les associations de migrants dans leurs réseaux.

3) Dans une interview donnée sur l'émission « les enjeux internationaux » de RFI (*), vendredi 17 novembre, vous insistez sur l'importance croissante d'une « diplomatie des villes » dont l'avènement de CGLU en 2004 marque une nouvelle étape.

Selon vous, quels défis devra surmonter CGLU ? Et quelles avancées cette structure permettra pour la coopération décentralisée ?

PA. On a pu observer qu'il n'y a plus le moindre contentieux de la part de l'Etat qui vienne limiter l'action internationale des villes. Celles-ci sont donc confrontées directement à la définition comme à l'organisation de leurs ambitions dans ces domaines. Cela veut dire établir des priorités et fixer des objectifs explicites pour les populations concernées.

On ne doit donc pas rechigner à qualifier de « diplomatie » ce qui n'est pour l'instant qu'une formalisation volontariste de réseaux de villes avec CGLU. Le seul fait qu'elles se réunissent de manière permanente devrait les faire accéder au stade atteint par certaines ONG. Pouvoir traiter avec ces dernières avec plus de force, voilà qui sera une traduction concrète de cette diplomatie.

Mais cela vaut aussi vis-à-vis des sources de financement des opérations publiques comme privées, nationales comme internationales. La définition de « bonnes pratiques » échangeables et exportables dans ces réseaux renforcera cette dimension spécifique d'un multilatéralisme des gouvernements urbains que les Etats s'avèrent souvent incapables d'assumer.

(*) Cet interview est disponible à l'adresse suivante : http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/enjeux_inter/fiche.php?diffusion_id=47210



DECEMBRE 2006

- 5 décembre : réunion du groupe-pays et du comité de pilotage du programme concerté Togo, Cités Unies France
- 5-7 décembre : FINEM 2006 : Forum International sur le NEPAD et les municipalités africaines, Yaoundé (Cameroun)
- **6 décembre : Assemblée générale de Cités Unies France**
- 7 décembre : réunion du groupe Casamance, Cités Unies France
- 6-7 décembre : 67^{ème} session plénière du Comité des régions
- 11 décembre : séminaire « Extrême pauvreté et emploi décent », organisé dans le cadre de la campagne pour les Objectifs du Millénaire, au CES, Paris
- 12 décembre : journée de la coopération décentralisée sur l'appui institutionnel
- 12 décembre : Colloque « politiquement jeune », organisé par le CNAJEP, Hôtel de Ville de Paris
- 12 décembre : réunion du groupe-pays Madagascar, Conseil régional Ile de France
- 10-12 décembre : colloque international Migration, Urbanisation et Environnement entre Méditerranée et Afrique Subsaharienne, organisé par le Laboratoire des ressources du Milieu et Aménagement du Territoire, à Annaba (Algérie)
- 11-12 décembre : 5^{ème} conférence des villes signataires de la Charte Européenne des Droits de l'Homme dans la Ville, Lyon.
- 11-12 décembre : 3^{ème} réunion du groupe de travail UNESCO/UN Habitat « Politiques urbaines et le droit à la ville »

- 13 décembre : réunion du groupe-pays Mauritanie, Cités Unies France
- 13-15 décembre : deuxième forum franco-libanais des municipalités, Suresnes
- 14 décembre : réunion tourisme durable, Cités Unies France
- 15 décembre : réunion du groupe-pays Roumanie, Cités Unies France
- 19 décembre : Seconde réunion de préparation au Forum International des Collectivités Locales (Casablanca, 24-26 janvier 2007), Marseille
- 19 décembre : séminaire du CCRE sur les jumelages, Rome
- 21 décembre : réunion du groupe-pays République Tchèque, Cités Unies France

JANVIER 2007

- 10 janvier : réunion du groupe-pays Israël, Cités Unies France
- 24-26 janvier : Premier Forum International des Collectivités Locales, Casablanca, Maroc



Collection « groupe - pays » : 25 euros

- ❖ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- ❖ Dossier pays ROUMANIE (2005)
- ❖ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ❖ Dossier pays POLOGNE (2004)
- ❖ Dossier pays SLOVAQUIE (à paraître)
- ❖ Dossier pays CHINE (2004)
- ❖ Dossier pays MAROC (nouvelle version 2007 à paraître)
- ❖ Dossier pays TUNISIE

Collection « groupe - pays » : 40 euros (Nouvelle édition comprenant le Répertoire des partenariats)

- ❖ Dossier pays VIETNAM (2005)
- ❖ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ❖ Dossier pays BRÉSIL (2006)
- ❖ Dossier pays JAPON (à paraître)
- ❖ Dossier pays CROATIE (2006)

Collection « Réflexions » : 15 euros

- ❖ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale, 2003
- ❖ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé, 2003
- ❖ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne, 2002
- ❖ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006)
- ❖ L'impact local de la coopération décentralisée sur les Territoires, 2006

Ouvrages hors collection

- ❖ Actes des 2^{èmes} Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) : 25 euros
- ❖ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) : 15 euros

Répertoires des partenariats de coopération décentralisée : 12,50 euros

Répertoire des partenariats ...

- ❖ franco-tchèques
- ❖ franco-hongrois
- ❖ franco-algériens
- ❖ franco palestiniens
- ❖ franco-israéliens
- ❖ franco-mauritaniens
- ❖ franco-américains
- ❖ franco-mauritaniens
- ❖ franco-malgaches
- ❖ France - Amérique Latine et Caraïbes
- ❖ franco-roumains
- ❖ franco-chinois
- ❖ franco-tunisiens
- ❖ franco-marocains
- ❖ franco-libanais
- ❖ franco- béninois
- ❖ franco-japonais
- ❖ franco-maliens

BON DE COMMANDE à retourner à Cités Unies France Fax : 01 53 41 81 41

NomPrénom.....
Fonction.....
Collectivité
Adresse.....
.....
CP..... Ville.....
Tél./Fax
E-Mail.....

- Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)

L'envoi (en France) est compris dans le prix

Pour plus d'information, merci de contacter Katarina FOTIC : peco@cites-unies-france.org.

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande : <http://www.cites-unies-france.org/html/cuf/cuf5.html>